

Comité commun de l'information des Nations Unies, *Femmes et logement* et ISIS, *Femmes et développement : outils pour l'organisation et l'action*

Joy Wolfrey

Volume 2, Number 1, 1989

Lieux et milieux de vie

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/057551ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/057551ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)

1705-9240 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Wolfrey, J. (1989). Review of [Comité commun de l'information des Nations Unies, *Femmes et logement* et ISIS, *Femmes et développement : outils pour l'organisation et l'action*]. *Recherches féministes*, 2(1), 161–164.
<https://doi.org/10.7202/057551ar>

Femmes et logement, Dossier n° 4. Vienne, Comité commun de l'information des Nations Unies (CCINU)/Groupe sur les femmes du Programme des organisations non gouvernementales (ONG), 1988, n.p.

ISIS, Femmes et développement : outils pour l'organisation et l'action, Lausanne, Éditions d'en bas, et Paris, Éditions l'Harmattan, 1988.

Voilà deux ouvrages particulièrement utiles sur les femmes et l'environnement dans les pays en voie de développement. Le premier, *Femmes et logement*, porte sur l'environnement bâti, le second, *Femmes et développement*, complète celui-là, en décrivant plus largement le contexte de la réalité des femmes dans les pays en voie de développement, en laissant à ces femmes la parole et en esquissant un cadre d'analyse.

Femmes et logement est un produit de la façon de faire des Nations Unies. La somme de documentation assemblée par cet organisme en vue de ses réunions et assemblées est tout simplement époustouflante. Des rapports et documents thématiques sont préparés à l'avance par chaque pays. À la fin de chaque réunion ou assemblée, un nouveau rapport, fruit du travail de la nuit précédente des fonctionnaires des Nations Unies, est miraculeusement proposé à l'approbation des délégués des différents pays. Par la suite, chaque délégué produit à son tour un rapport pour son propre gouvernement. Toute cette production, tout ce papier, est par la suite soigneusement entreposée, pour ne plus jamais voir le jour. L'initiative de celles et ceux qui ont créé le dossier *Femmes et logement* (et les trois autres dossiers dans la même série) est donc bienvenue parce qu'elle élargit l'accès à une partie de cette documentation.

Le colloque des Nations Unies sur les femmes et le logement qui s'est tenu à Vienne en décembre 1985 est à l'origine du dossier *Femmes et logement*. On retrouve, en préface, le rapport de ce colloque ainsi que les propositions pertinentes adoptées six mois auparavant à Nairobi, d'une part par les délégations officielles, d'autre part par les participantes au Forum ONG 85 sur les femmes et l'habitat. Les cinq chapitres au cœur du dossier ont été produits par le Centre des Nations Unies pour les établissements humains (HABITAT) et sont tirés de documents préparés en vue du colloque de Vienne, d'études produites par des organismes des Nations Unies et du document rédigé par HABITAT pour la conférence de Nairobi, intitulé *Les femmes et les établissements humains*. L'autre moitié du dossier rassemble des textes (21 en tout) produits aussi par des organismes des Nations Unies et des organisations consultatives non gouvernementales reconnues par les Nations Unies. Le dossier comprend également trois bibliographies, dont l'une est annotée, et une liste d'adresses des organismes qui y ont contribué.

Le dossier se veut plus qu'un document de référence. Le comité qui l'a conçu voulait en faire un outil d'animation pour des discussions de groupe. Le dossier comprend donc des directives détaillées ainsi qu'un canevas de base pour l'organisation d'un séminaire de six jours. Ainsi il y a, parmi les documents ressources, le schéma d'un programme de formation de trois jours sur le rôle des femmes dans la réalisation de projets de logements populaires. De plus, pour en faciliter l'utilisation par des groupes, le dossier est présenté dans un classeur à anneaux et illustré par une bonne sélection de photographies.

L'éventuelle lectrice ou animatrice de groupes de travail doit toutefois savoir que le dossier souffre des limites habituelles des documents produits pour les conférences des Nations Unies. Parce que les participants représentent leur gouvernement, ils ne peuvent exposer en toute franchise la situation dans leur pays. De plus, ces conférences cherchent à créer des consensus et se soldent par des compromis. Ces limites sont accentuées dans *Femmes et logement*, parce que le dossier cherche à peindre un tableau trop général, avec des exemples pris dans divers pays, mais dont aucun n'est suffisamment développé pour donner une idée d'ensemble des contraintes et du contexte. Même les photographies visent à lancer un message universel; seule l'origine du photographe fournit un indice de l'endroit représenté.

Il ne faut pas chercher dans ce dossier un cadre analytique cohérent, ni un exposé systématique des rapports entre les problèmes de logement des femmes et d'autres problèmes socio-économiques. La nécessité de distinguer les facteurs qui touchent les femmes en raison de leur pauvreté (spéculation foncière, par exemple) et ceux qui les affectent en raison de leur sexe (l'accès juridique à la propriété, par exemple) est reconnue, sans plus. Ce manque de rigueur dans l'analyse nuit à l'identification des données à colliger par sexe pour bien mesurer les problèmes de logement des femmes et, par voie de conséquence, à l'établissement d'un portrait puissant qui serve de fondement aux revendications politiques et au changement. Ainsi, dans le chapitre consacré aux femmes dans l'industrie du bâtiment, les données sur l'emploi dans la construction commerciale et la construction d'infrastructures (sur lesquelles portent la plupart des statistiques sur la main-d'œuvre dans le secteur du bâtiment dans les pays en voie de développement) ne sont pas distinguées des données sur l'emploi dans le secteur de la construction de logements, alors que les femmes construisent une grande partie des logements dans le domaine de l'économie informelle.

Bien que ce dossier ait pour sujet les femmes, il n'exprime pas nécessairement la volonté et les désirs des femmes. Trait classique des documents produits par les Nations Unies, il porte sur ce que les gouvernements devraient faire. Ce que les femmes elles-mêmes peuvent faire, comment elles peuvent s'organiser pour amener un changement dans les politiques gouvernementales, tout cela est censé venir des discussions de groupes. Or, pour pouvoir avancer, les groupes auront besoin d'autres renseignements de nature nationale et locale. Ils devront identifier les organismes existants par l'entremise desquels ils pourront mobiliser les groupes de femmes, les syndicats, les mouvements de réforme agraire. Et ils devront s'en référer à des analyses beaucoup plus sophistiquées des relations entre les programmes de logement, la planification urbaine et régionale et les politiques macro-économiques.

Le dossier constitue donc un point de départ pour celles qui s'intéressent à la question des femmes et du logement dans le monde et il présente un excellent aperçu des réunions, des études et des bonnes intentions en la matière au sein de l'Organisation des Nations Unies. Plus par omission que par intention, il démontre également l'ampleur de la cueillette de données, de la recherche et de l'analyse qu'il reste encore à faire. Mettre le dossier dans un classeur à anneaux, pour en faciliter l'utilisation, était une excellente idée. Malheureusement, les anneaux sont déjà trop petits pour contenir toute la documentation fournie; c'en

est donc fait de la documentation que les utilisatrices voudraient y ajouter. Le prix est juste : gratuit pour les intéressés dans les pays en voie de développement (qui en entendent parler) et 10 \$ US pour les pays industrialisés.

Femmes et développement : outils pour l'organisation et l'action a d'abord été produit en anglais par ISIS, en 1983. ISIS est un collectif féminin d'information qui, depuis 1972, rassemble des ressources utiles aux femmes, les remanie et en élargit la diffusion.

Cet ouvrage porte sur quatre thèmes qui relient les femmes du Nord et du Sud : les multinationales, le développement rural, la santé, l'immigration et le tourisme. Chaque chapitre comprend une description et une analyse du thème ainsi qu'une liste de ressources en matière d'information et d'action : organismes, centres, projets, guides, livres et périodiques. Le chapitre consacré au développement rural est lui-même divisé en quatre sections : les tendances générales, la terre et la nourriture, les technologies appropriées et les projets créateurs de revenu.

Anita Anand, dans son article d'introduction intitulé « Un point de vue féministe sur le développement », montre comment on s'est aperçu que le développement avait nui aux femmes et comment est apparue la préoccupation d'intégrer les femmes au développement. Mais quel modèle de développement adopter quand « les modèles en cours, qu'ils soient d'inspiration marxiste ou se réclamant de l'économie de marché, ne prennent pas les femmes en compte puisqu'aucun d'entre eux ne fait l'analyse du patriarcat » ? Ce livre vise justement à « contribuer à développer une nouvelle théorie et une nouvelle pratique du développement qui comprennent une perspective féministe ».

Le dernier chapitre identifie les moyens de communication accessibles aux femmes : les revues, le cinéma, le vidéo, l'audio-visuel, la radio, les agences de presse, les recherches, l'éducation populaire, les réseaux de base et les banques de données sont autant de moyens par lesquels les femmes apprennent à parler de leur propre expérience avec leurs propres mots.

Dans la postface, Marie-Angélique Savané rappelle le trajet parcouru par les femmes depuis la conférence sur les femmes qui s'est tenue à Mexico en 1975. À cette réunion, il s'est produit un choc culturel entre le Nord et le Sud ; il a fallu dix ans pour y voir clair, dix ans pour apprécier les différentes définitions du féminisme, dix ans pour reconnaître la nécessité des stratégies dites alternatives. D'après Marie-Angélique Savané, les femmes ont compris, à la conférence sur les femmes de Nairobi, qu'« elles ne pouvaient résoudre leurs problèmes, transformer radicalement leurs statuts sans interpellier les fondements économiques, politiques et culturels de leur société ».

Au début des années 80, Anita Anand a indiqué qu'il fallait trouver un nouveau modèle de développement féministe. Grâce à la conférence de Nairobi, de nombreuses femmes ont peut-être reconnu la nécessité d'une révolution féministe. Mais il y a encore beaucoup à faire. *Femmes et logement* nous donne une idée de la distance qu'il reste à parcourir. Aussi, même si la traduction de *Femmes et développement* s'est fait attendre, les articles sont toujours pertinents et dignes d'intérêt. Les listes de ressources qu'on retrouve à la fin de chaque chapitre ont toutes été mises à jour. Un soin particulier a été apporté aux ressources disponibles en langue française. Certains des chapitres, comme celui sur la santé, ont aussi été mis à jour. Les chapitres sur les multinationales et sur le

développement rural auraient pu être améliorés par l'ajout d'une discussion des problèmes d'endettement, de la détérioration continue des prix des matières premières et des politiques d'ajustement structurel exigées par le FMI. Ce sont là des facteurs importants qui influent à la fois sur les activités récentes des multinationales et sur l'appui enthousiaste que donnent les organismes de développement aux petites entreprises créées par les femmes.

Femmes et développement est un complément utile aux ouvrages sur les femmes et le développement disponibles en français. *Femmes et logement* présente ce que les femmes sont autorisées à dire sur scène, tandis que *Femmes et développement* donne une idée de ce qu'elles disent dans les coulisses. Si je devais organiser un groupe de travail à l'aide du dossier *Femmes et logement*, je ferais de *Femmes et développement* une lecture obligatoire.

Joy Woolfrey
 Consultante en planification
 et développement
 Ottawa

Irene Dankelman et Joan Davidson, *Women and Environment in the Third World*. Alliance for the Future. London, Earthscan Publications Ltd, 1988, 210 pages*.

Partant du principe qu'une véritable amélioration des conditions de vie au Tiers Monde (et ailleurs) ne pourra se produire sans une gestion des ressources naturelles de base — sol, eau, végétaux, animaux et atmosphère — visant à assurer leur renouvellement, ce livre examine les rapports des femmes à l'environnement physique, à la fois en tant que victimes et en tant que participantes actives à sa conservation. Les femmes du Tiers Monde, particulièrement celles de milieu rural, sont, en effet, les plus durement touchées et les premières concernées par la dégradation de leur milieu naturel. D'une part, elles sont directement dépendantes de l'eau, du sol et de la forêt pour leur survie et celle de leur famille; la diminution de ces ressources augmente d'autant leur travail quotidien. D'autre part, elles se trouvent dans la position paradoxale de devoir, pour leur survie immédiate, poser quotidiennement des gestes qui contribuent à la disparition des ressources dont elles doivent, en même temps et pour la même raison, assurer le renouvellement. Comme le soulignent les auteures, les femmes sont à la fois les premières victimes de la dégradation de l'environnement et les actrices les plus importantes et les plus compétentes pour en assurer la conservation. « Women have something to say », est le titre de l'« Introduction » et il résume bien la problématique dans laquelle se situent toutes les contributions du livre.

Comme en font foi les thèmes développés et la liste des contributrices, ce livre est le résultat d'une collaboration interdisciplinaire (foresterie, biologie,

* Disponible au Canada chez DEC Book Distribution, 229 College, Toronto, Ontario, M5T 1R4.